

Le budget—M. Darling

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur le Président, il m'est très agréable de dire quelques mots au sujet de l'exposé budgétaire du ministre des Finances (M. Wilson). J'étais chez moi en fin de semaine et j'ai eu des contacts avec un grand nombre de mes électeurs de toutes les couches de la société, notamment des médecins et des hommes d'affaires. De l'avis général, bien que personne n'aime payer des impôts ou voir ses impôts majorés, ils estiment que c'est un fort bon budget. On nous avait dit que le budget serait rigoureux et un grand nombre de mes commettants étaient satisfaits de constater qu'il ne l'était pas davantage.

Les Canadiens se rendent compte, et mes électeurs disent la même chose, que nous avons tenté d'acheter la prospérité. C'est impossible. La plupart d'entre nous comprenons que nous devons vivre selon nos moyens et régler nos dépenses en fonction de nos revenus.

M. Attewell: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'hésite à interrompre mon collègue et ami, mais le député de Kenora-Rainy River (M. Parry) a parlé durant 20 minutes et j'aimerais répliquer à certaines de ses déclarations.

M. le vice-président: La présidence a déjà rendu une décision là-dessus à savoir que si le député n'est pas à la Chambre à la reprise du débat, la période réservée aux questions et remarques est supprimée.

M. Darling: Monsieur le Président, je parlais de notre dette énorme et du fait qu'il faut faire quelque chose pour combler notre déficit. Tous les Canadiens comprennent que nous ne voulons pas faire comme le Mexique et l'Argentine c'est-à-dire accumuler d'énormes dettes et accuser une inflation qui monte en flèche. Si nous voulons y remédier, nous devons avaler la pilule. Le ministre des Finances a parié que les Canadiens accepteraient les majorations d'impôt visant en grande partie le contribuable à revenu moyen pour mener à bien sa lutte générale contre le déficit.

On a beaucoup parlé du fardeau qui est imposé au contribuable à revenu moyen. Selon les néo-démocrates, nous n'aurons plus de contribuables à revenu moyen. A mon avis, il n'y en aura plus car, à cause du gouvernement actuel et de ce budget, les contribuables à revenu moyen vont monter d'un échelon pour entrer dans la catégorie des contribuables à revenu élevé. Je crois aussi que la grande majorité des gens que l'on qualifie de contribuables à revenu moyen savent qu'il leur faudra puiser dans leurs ressources pour abaisser le déficit. Le gouvernement précédent, qui a accumulé cet énorme déficit, n'a pas su imposer les Canadiens autant qu'il aurait dû le faire et tout le monde, quelle que fût sa fourchette d'imposition, en a profité.

Une chose dont beaucoup de gens se soucient, je le sais, c'est de veiller à ce que nos enfants et nos petits-enfants n'héritent pas d'une dette énorme comme d'un boulet aux pieds. Il nous incombe de travailler ensemble à réduire cet énorme déficit.

Avant la présentation du budget, les chefs d'entreprise, les économistes et un bon nombre de nos journalistes disaient qu'il se devait d'être dur. D'aucuns allaient même jusqu'à dire qu'ils souhaitaient voir le ministre annoncer des mesures fiscales et des réductions de dépenses totalisant jusqu'à dix milliards de

dollars. Nous étions nombreux à croire que ce serait peut-être là un bon budget, mais cela aurait certes imposé un lourd fardeau au contribuable ordinaire, ce que nous ne voulions absolument pas.

Il est intéressant de signaler que notre déficit global est de l'ordre de 225 milliards de dollars. Ce chiffre a été lancé par bien des intervenants ici, aujourd'hui, et il est probablement fort inférieur à la réalité. Toutefois, le *New York Times*, qui est un des journaux les plus prestigieux au monde ainsi qu'un des plus cités, a déclaré au lendemain de la présentation du budget que le déficit du Canada atteindrait cette année les 225 milliards de dollars. Je suis absolument persuadé que cela a dû produire quelques secousses, non seulement aux États-Unis, mais sur les marchés financiers et auprès des économistes du monde entier. Cela a probablement dû avoir une incidence néfaste sur notre dollar. C'est le déficit américain, dont le montant se situe cette année à quelque 224 milliards de dollars, qui s'apparente à notre dette globale.

Grâce aux mesures fiscales et aux compressions budgétaires, le ministre des Finances espère redresser notre dollar. Il est rare qu'un gouvernement s'engage dans un plan à long terme aussi bien défini en vue de remplir les coffres de l'État. Les budgets de mai 1985 et de février 1986 témoignent de la cohérence du gouvernement. Nous avons mis cartes sur table, ce qui constitue une autre anomalie dans les cercles gouvernementaux. Fidèle à nos principes, ce budget va nous permettre d'emblée de remettre de l'ordre dans nos finances. Il va accroître l'efficacité gouvernementale tout en réduisant les frais et il va encourager l'initiative privée.

● (1640)

Le gouvernement libéral nous a laissé en partage des problèmes sans nombre dont le plus notoire était une gestion financière absolument déplorable. Les intérêts sur le déficit et la dette nationale grugent des capitaux dont nous aurions autrement besoin. Chacun sait que le tiers des recettes fiscales va au service de la dette. Selon l'ancienne comptabilité, le déficit pour l'exercice en cours baissera de 3 milliards de dollars par rapport au précédent, pour atteindre 33.8 milliards. Le gouvernement prévoit qu'il tombera à 29.8 milliards pour l'exercice suivant et que, pour l'année financière 1990-1991, il ne se situera plus qu'à 22 milliards. Le freinage de la dette est probablement le signal le plus positif que le gouvernement peut donner d'un océan à l'autre.

Lorsque le monde verra le programme de notre gouvernement où les dépenses sont réduites à des niveaux qui existaient dans les années 1960, en pourcentage de l'économie, la confiance reviendra et les investissements dans les biens canadiens suivront. Aucune dépense du gouvernement n'a échappé au couperet du ministre des Finances. Tous les ministères et tous les programmes non statutaires ont été touchés par les mesures de restriction. Les députés et les sénateurs perdront \$1000 de salaire. C'était probablement la mesure la plus populaire du budget. J'aurais également ajouté beaucoup de mandarins et de sous-ministres qui font bien plus d'argent que les députés et qui, selon toute probabilité, ne font guère que la moitié du travail que nous fournissons.